Laurent Mucchielli (1968 -)
et Jean-Christophe Marcel

Respectivement sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS, d'une part, et Maître de Conférences en sociologie à l'Institut des Sciences Humaines Appliquées de l'Université de Paris IV - Sorbonn

(2002)

“La sociologie du crime
en France depuis 1945.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Laurent Mucchielli (1968 -) et Jean-Christophe Marcel

Laurent Mucchielli : sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS

Jean-Christophe Marcel : Maître de Conférences en sociologie à l'Institut des Sciences Humaines Appliquées de l'Université de Paris IV - Sorbonne

"La sociologie du crime en France depuis 1945".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Laurent Mucchielli et Ph. Robert, *Crime et sécurité : l'état des savoirs*. Paris : Les Éditions La Découverte, 2002, pp. 53-63.

[Autorisation formelle accordée, le 8 septembre 2005, par M. Laurent Mucchielli, sociologue et historien de formation, chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS.]

Site web : <http://laurent.mucchielli.free.fr/>

Courriels: laurent.mucchielli@wanadoo.fr ou mucchielli@cesdip.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 10 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

[De Lévy-Bruhl à Davidovitch](#) : reprendre une tradition durkheimienne

[À l'origine de la « refondation » de la sociologie criminelle dans les années 1950](#)

[Perpétuer la tradition durkheimienne ? L'évolution d'un paradigme](#)

[L'essor des recherches criminologiques dans le giron du ministère de la Justice](#) : les années 1960 et 1970

[Le centre de Vaucresson et la criminologie juvénile](#)

[Le CNERP et les recherches sur la prison](#)

[Le SEPC et la sociologie de la réaction sociale](#)

[Les développements de la recherche sociologique dans les années 1980-1990](#)

[L'évolution du contexte institutionnel](#)

[Les grands secteurs de la recherche à partir des années 1980](#)

[Bibliographie](#)

Laurent Mucchielli et Jean-Christophe Marcel (2002)

Laurent Mucchielli : sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS

Jean-Christophe Marcel : Maître de Conférences en sociologie à l’Institut des Sciences Humaines Appliquées de l’Université de Paris IV - Sorbonne

“La sociologie du crime en France depuis 1945”.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Laurent Mucchielli et Ph. Robert,
Crime et sécurité : l’état des savoirs. Paris : Les Éditions La Découverte, 2002, pp. 53-63.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Présenter en si peu d’espace le développement des recherches en sociologie du crime depuis un demi-siècle peut paraître une gageure. Elle a cependant semblé nécessaire en ouverture d’un bilan des savoirs. Ce n’est pas l’exhaustivité des recherches et des publications qui sera ici recherchée, ni l’analyse complète des relations entre les personnes et entre les institutions, mais plus simplement la mise en évidence des cadres institutionnels et paradigmatiques qui ont présidé au développement des recherches scientifiques au fil des ans.

De Lévy-Bruhl à Davidovitch : reprendre une tradition durkheimienne

[Retour à la table des matières](#)

Au temps de la « Belle époque » (les années 1880-1914), le crime était potentiellement un des objets privilégiés de la construction des savoirs dans le cadre universitaire naissant des sciences humaines. Les années 1880 consacrent de fait l'affirmation de ce domaine de recherches sur un plan européen. Cependant, en France, contrairement à d'autres pays, la criminologie ne sera jamais une discipline universitaire à part entière. À l'époque, cette science qu'animent essentiellement des médecins et des juristes (pénalistes) est le plus souvent dénommée anthropologie criminelle. De leur côté, les deux grandes figures intellectuelles qui se disputent le *leadership* pour incarner les nouvelles sciences sociales vers 1900, Émile Durkheim et Gabriel Tarde, sont suffisamment occupées à faire reconnaître institutionnellement ce que le premier appelle « Sociologie » et le second « Interpsychologie » [Mucchielli, 1997a]. Malgré ses responsabilités à la direction de la statistique judiciaire et son prestige acquis dans la confrontation avec l'école italienne de Lombroso, Tarde ne cherchera pas à développer une recherche collective en ce domaine. Au sein de l'équipe durkheimienne, la création d'une section « Sociologie criminelle » dès le premier volume de *L'Année sociologique* (1898) ne suffira pas non plus à impulser une véritable dynamique collective. La défection du responsable de cette rubrique (Gaston Richard), en 1907, signe son déclin progressif. Durant l'entre-deux-guerres, ce domaine de la sociologie ne subsiste plus que dans le plan de cette revue, que les héritiers de Durkheim s'efforcent de faire survivre [Mucchielli, 1994]. Homme clef du nouveau dispositif durkheimien avec Marcel Mauss, Maurice Halbwachs s'intéresse certes au suicide mais non à la criminalité. Il porte de surcroît un regard très distancé sur le principal lieu de développement des recherches sociologiques en ce domaine et à cette époque : l'École de Chicago [Marcel, 1999]. Malgré cet intérêt décroissant des durkheimiens pour la sociologie criminelle, les études de « sociologie

juridique et morale » ne cesseront sur la période de tenir une place importante, comme l'attestent les travaux de Georges Davy, Paul Fauconnet, Louis Gernet et Henri Lévy-Bruhl.

Néanmoins, les séquelles de la guerre et la désorganisation de la discipline (tous ses ténors sont morts, la chaire de Mauss au Collège de France disparaît avec lui, ainsi que le Centre de Documentation Sociale de Bouglé) ont entraîné la fin de la sociologie universitaire durkheimienne. En 1945, la sociologie du crime, à l'image de la sociologie en général, est toute à reconstruire. Face à elle, les médecins-psychiatres et les juristes apparaissent autrement organisés et globalement bien ancrés dans un paradigme considérant le crime comme l'action d'un individu anormal. L'organisation à Paris du Congrès international de criminologie en 1950, en témoigne assez largement sous ces deux aspects. Un seul auteur se réclame de la sociologie criminelle : Henri Lévy-Bruhl. C'est un juriste.

À l'origine de la « refondation » de la sociologie criminelle dans les années 1950

[Retour à la table des matières](#)

Paradoxalement, c'est sous le patronage d'enseignants de la Faculté de droit, que va renaître en France une tradition de sociologie criminelle. Pourquoi cette filiation ? En octobre 1944, alors qu'il est question de réorganiser le CNRS, et en particulier les recherches en sciences humaines, il n'y a personne ou presque pour représenter la sociologie sur le territoire français. Parmi la nouvelle génération, Georges Friedmann lutte dans un maquis, Georges Gurvitch est à New York, Raymond Aron à Londres et Jean Stoetzel occupé à faire des sondages sur les attitudes et les besoins de la population. Les représentants officiels de la sociologie se trouvent être alors deux durkheimiens : Gabriel Le Bras (à la chaire d'histoire du droit canonique à la faculté de droit de Paris à partir de 1931) et Henri Lévy-Bruhl (professeur de droit romain à la faculté de Paris depuis 1930). Lévy-Bruhl, sensibilisé précocement à la posture sociologique par son père Lucien, est entré au Comité de direction de

L'Année sociologique en 1924. Après la guerre, Le Bras devient président de l'Institut de Sociologie. Tous deux figurent parmi les fondateurs et les dirigeants du Centre d'Études Sociologiques (CES) en 1946.

Fort de son assise institutionnelle de juriste, Lévy-Bruhl va rapidement s'approprier le champ de la sociologie juridique, au détriment de Gurvitch. Dès 1946, il donne un cours d'initiation aux recherches et enquêtes de sociologie juridique dans le cadre du CES, à côté d'autres « patrons » venus enseigner aux jeunes chercheurs des rudiments dans leur spécialité [Heilbron, 1991 ; Marcel, 1997]. Lévy-Bruhl a en tête la création d'une nouvelle discipline qu'il baptise « juridique ». Il est aussi au Comité de rédaction de L'Année, à la résurrection de laquelle il a travaillé et où il tient la rubrique de « sociologie juridique et morale » avec Davy.

Lévy-Bruhl accorde une importance particulière à l'étude du crime, car « c'est à son attitude envers le crime qu'un ensemble social décèle le mieux sa personnalité ». Dès le volume 1948-1949 de *L'Année*, apparaît une rubrique « Droit criminel » dont il a la charge, et qui, sous des noms divers, perdurera jusqu'aux années quatre-vingt (cet intitulé se métamorphosera d'abord en « criminologie », puis deviendra « sociologie criminelle » dans les années 1970). Cette évolution des taxinomies éditoriales voit ainsi surgir progressivement une sociologie criminelle, malgré des frontières floues que trahit le flottement de ses appellations. Ainsi, dès 1950-51, Lévy-Bruhl mène au CES une « enquête de criminologie » sur l'abus de confiance. Mais il va constituer un « groupe d'étude de sociologie criminelle », dont l'un des principaux animateurs sera André Davidovitch (qui fut son élève à la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Études). Davidovitch entre au CES en 1952 et s'y investit beaucoup : il regroupe très vite autour de lui une équipe de recherche [Tréanton, 1991]. Une division du travail tacite semble s'instaurer : Lévy-Bruhl passe la main à Davidovitch tout en gardant un rôle de « superviseur ».

Ainsi, c'est par le biais d'un rattachement institutionnel à la sociologie mais sous l'impulsion d'un juriste que sont posés les premiers jalons d'une discipline hybride qui, après la mort de son bienfaiteur (1964), va se scinder. Du côté du droit, Jean Carbonnier fonde avec Georges Levasseur un groupe de recherche qui deviendra le Laboratoire de sociologie criminelle et juridique (*cf. infra*). Mais Carbonnier se fait une idée pré-

cise de la sociologie juridique, qu'il considère certes comme associée à une posture intellectuelle qui appréhende le fait juridique comme une chose « de l'extérieur », mais de manière à aider le législateur [Soubiran-Paillet, 2000]. Il annexe en quelque sorte la sociologie juridique au droit. Tel n'est pas le cas de Davidovitch qui assume « l'héritage sociologique » de Lévy-Bruhl.

Perpétuer la tradition durkheimienne ? L'évolution d'un paradigme

[Retour à la table des matières](#)

Dans la conception que Lévy-Bruhl se fait de la sociologie criminelle, la référence à Durkheim est constante. Elle fonde la seule véritable méthode scientifique s'agissant d'un phénomène social à deux faces : le crime et la peine. Lévy-Bruhl reprend la définition durkheimienne du crime comme un « acte blessant les états forts de la conscience commune », et dont « la cause médiate ou immédiate est, dans l'immense majorité des cas, d'origine sociale ». Ainsi, ce ne sont pas les caractères objectifs d'un acte qui en font un crime, mais le jugement que porte sur lui la société. Lévy-Bruhl s'intéresse notamment à la « criminalité astucieuse », ces délinquants étant bien plus souvent des individus des classes moyennes et supérieures, appartenant au monde des affaires (il se réfère ici au travail d'Edwin Sutherland dans *White Collar Crime*, 1949).

Davidovitch manifeste les mêmes intérêts, aussi bien dans le choix de ses thèmes de recherche que d'un point de vue méthodologique. Dans un article *princeps* publié en 1957 dans *L'Année*, il reprend et renouvelle la tradition durkheimienne et précise ce qu'on entend par « crime » et « criminel » en se concentrant sur un objet précis : l'escroquerie et les chèques sans provision. Fort de l'idée selon laquelle on ne peut définir la criminalité que par référence aux cadres juridiques de la société, Davidovitch essaie de montrer qu'il existe des techniques du mensonge susceptibles de changer au fur et à mesure que leur utilisateur essaie de s'adapter au contenu changeant de la vie économique. Selon lui, les facteurs qui engendrent la criminalité de temps « normal » sont également

responsables des brusques poussées de criminalité dans les périodes de crise. Ainsi « l'escroquerie se caractérise comme une maladie de la confiance indispensable au fonctionnement des institutions économiques ». C'est ici que l'« anomie » de Durkheim se manifeste : des fractions entières des classes moyennes sont inadaptées parce que leurs membres ne possèdent pas véritablement les moyens de réalisation des fins qu'ils poursuivent en vertu de leurs idéaux de classe.

Enfin, Davidovitch, dont la source principale de documentation est constituée des comptes de la justice, effectue un travail critique de méthodologue, qu'il approfondira surtout dans les années soixante et soixante-dix. Son activité en ce domaine fut à la fois pionnière et constante, mais néanmoins assez solitaire et peu reconnue.

L'essor des recherches criminologiques dans le giron du ministère de la Justice : les années 1960 et 1970

[Retour à la table des matières](#)

Potentiellement, un intérêt pour des approches sociologiques a pu se développer à des degrés divers dans les facultés de droit dotées d'une spécialisation institutionnelle en criminologie prenant généralement la forme d'un « institut ». Dès les années soixante, il en existe à Paris, à Aix-en-Provence, à Bordeaux, à Montpellier, à Poitiers, à Toulouse, à Strasbourg et à Lille. Dans les années soixante, apparaissent aussi, au sein des universités françaises et du CNRS, trois petites unités de recherches en sociologie criminelle :

– le Centre d'études des méthodes objectives en sciences humaines (CEMO), de l'Université de Toulouse, est créé en 1959 à partir d'un groupe de travail réunissant des membres du Laboratoire de statistiques et de celui de médecine légale et de médecine du travail. Les directeurs de ce centre sont le professeur R. Huron et L. M. Raymondis, maître de recherches au CNRS. La spécialité de cette petite équipe est les méthodes d'enquêtes quantitatives en sciences humaines. À partir du milieu des

années soixante, sous l'impulsion de Raymondis, ce centre s'est intéressé de près aux méthodes employées en criminologie.

– Enseignant à la faculté de Droit de Paris, Georges Levasseur y a organisé avec Carbonnier le Laboratoire de Sociologie Criminelle et juridique à partir de 1964. Une convention est passée avec le CNRS en 1970 pour créer une équipe de recherches associée dont le thème est « Recherche et mesure des variations normatives et institutionnelles concomitantes aux transformations de la société contemporaine ». Cette petite unité n'a pas joué un grand rôle dans la recherche en sociologie criminelle. Cependant, elle a abordé plusieurs terrains parmi lesquels l'image de la justice dans l'opinion publique, la probation dans le système pénal, la conduite en état d'ivresse, l'application du sursis partiel, la délinquance des étrangers, les effets de la collégialité et du juge unique, les relations entre l'urbanisation et la délinquance.

– Davidovitch a dirigé dans les années soixante (et jusqu'à sa retraite en 1985) une unité de recherche de sociologie criminelle au sein du CES, elle aussi faiblement dotée. Cependant, Davidovitch y a réalisé, outre une série de travaux sur les statistiques judiciaires, des recherches sur l'activité des parquets, sur la répartition de la criminalité en milieu urbain et sur quelques contentieux spécifiques comme la délinquance routière.

Dans les années soixante, la recherche criminologique va connaître un véritable essor institutionnel en liaison avec une politique de recherches volontariste au sein du ministère de la Justice. La Chancellerie crée ainsi, en 1958 le Centre de Formation et de Recherche de L'Éducation Surveillée à Vaucresson, en 1964 le Centre National d'Études et de Recherches Pénitentiaires et en 1968 le Service d'Études Pénales et Criminologiques. Pour maîtriser ce fort développement sectorisé, est mis en place en 1968 le Comité de Coordination des Recherche Criminologiques (CCRC, dont le président sera Paul Amor et le secrétaire général Philippe Robert), qui aura pour missions officielles d'établir un inventaire régulier et de coordonner tant les moyens mobilisés que les recherches menées.

Le centre de Vaucresson et la criminologie juvénile

[Retour à la table des matières](#)

La création du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée (CFR-ES) est liée à la réorganisation de la justice des mineurs par l'Ordonnance de 1945. Ce centre s'organise progressivement et s'implante à Vaucresson en 1951. En 1958, l'activité de formation est renforcée par un service de recherche qui s'organise à son tour et se renforce significativement à partir de 1964. Le CFR-ES est dirigé à l'époque par Henri Michard, bientôt secondé pour les recherches par Jacques Sélosse. Au cours des années soixante, Vaucresson va devenir le plus important centre français de recherche criminologique, avec une équipe pluridisciplinaire comptant une vingtaine de chercheurs et de techniciens titulaires (pour beaucoup recrutés par le CNRS), et près d'une trentaine de vacataires. Le centre lance sa propre revue annuelle en 1963, les *Annales de Vaucresson*.

Les dix années qui suivent constituent l'âge d'or du centre de Vaucresson. Au début des années soixante-dix, les recherches se développent autour de cinq axes : 1) l'analyse des phénomènes d'« inadaptation sociale » des jeunes, c'est-à-dire essentiellement des phénomènes de bandes et de la délinquance (vols de voitures, usage de drogue, crimes), 2) les méthodes d'intervention (rééducation, prévention) des éducateurs auprès des jeunes délinquants, 3) l'évaluation des résultats de cette action rééducative, 4) les recherches sur les causes générales soutenant le développement de la délinquance juvénile (en particulier l'école et les transformations économiques), 5) les méthodes de formation continue des éducateurs. Du point de vue « socio-criminologique » (expression alors courante), c'est le premier axe qui apportera le plus d'informations nouvelles. Les chercheurs de Vaucresson ont notamment réalisé à cette époque une vaste enquête sur les facteurs généraux de la délinquance juvénile, portant sur un échantillon de 1 000 jeunes garçons délinquants de 16-17 ans.

Le CNERP et les recherches sur la prison

[Retour à la table des matières](#)

Le Centre National d'Études et de Recherches Pénitentiaires (CNERP) est né le 27 janvier 1964 par arrêté conjoint du garde des sceaux et du ministre de l'Éducation nationale, dans le but de « procéder à toutes études et recherches utiles en vue de poursuivre l'amélioration des conditions d'exécution des peines privatives de liberté ». Il est dirigé par un magistrat de l'administration centrale (Georges Picca) et un directeur scientifique (Jacques Léauté). Le CNERP est à l'origine implanté dans la Faculté de droit de Strasbourg. En pratique, l'activité du CNERP sera en réalité tournée pour l'essentiel vers l'étude de la population carcérale, dans le but notamment de comprendre la récidive. Les premières recherches seront menées sur la base d'approches principalement psychologiques, sur des échantillons de détenus. Les travaux se développeront également autour de la mise au point d'un outil statistique de mesure de l'évolution et de prévision de la population carcérale, ainsi que sur l'évaluation de l'efficacité des peines non privatives de liberté (la probation, le sursis avec mise à l'épreuve). Mais ce centre sera pendant longtemps faiblement doté en personnel de recherches. De surcroît, au début des années 1970, d'importants remous politiques secouent l'Administration pénitentiaire dont il dépend. Le déménagement du centre, de Strasbourg à Fleury-Merogis, contribuera aussi à sa discrétion sur le plan de la recherche dans les années soixante-dix. Après une éclipse, il redémarre pourtant et va même connaître sa véritable apogée à la fin des années soixante-dix, sous l'impulsion du nouveau directeur (Philippe Chemithe, de 1976 à 1981) qui, avec un soutien beaucoup plus net de la direction de l'Administration pénitentiaire, recrutera une nouvelle équipe de démographes, psychologues et sociologues. Les recherches se concentreront à nouveau sur les mouvements de la population carcérale mais également dans leur histoire. Outre les thèmes classiques (comme la récidive), les chercheurs du CNERP s'intéresseront aussi à certains aspects de la vie en prison comme la consommation, les permissions de sortir, les suicides.

Le SEPC et la sociologie de la réaction sociale

[Retour à la table des matières](#)

Le Service d'Études Pénales et Criminologiques (SEPC) est né à la fin de l'année 1968 à l'initiative de Philippe Robert (magistrat et sociologue, enseignant à l'Université de Bordeaux), avec le soutien et au sein de la Direction des Affaires criminelles et des grâces (dirigée alors par Pierre Arpaillange). Outre les recherches, il assurera le secrétariat général du CCRC ainsi que la gestion du Compte général de l'administration de la justice. À son tour, le SEPC (qui est rattaché au CNRS dans la section de sociologie-démographie dès le milieu des années 1970) va connaître une croissance rapide. Au milieu des années 1970, le SEPC est devenu le second centre de recherches criminologiques en France, après Vaucresson.

Dans son fonctionnement et dans sa production, le SEPC va partiellement s'autonomiser par rapport au ministère de la Justice pour se positionner dans le champ criminologique. Il va également établir de solides liens au plan européen et nord-américain (Canada francophone) au travers d'un réseau qui débouchera notamment sur la création en 1977 de la revue *Déviance et Société*, dans un contexte intellectuel marqué par la contestation du système pénal, la réception de l'interactionnisme (pour sa théorie de l'étiquetage), et celle de la « critical criminology » américaines [Mucchielli, 1997b].

Certains des premiers domaines de recherches du SEPC sont directement liés aux besoins directs de la justice criminelle (prévisions d'évolution de la criminalité enregistrée, statistiques administratives, observation de la délinquance apparente des étrangers, de la place des stupéfiants). Les autres relèvent davantage d'une analyse du fonctionnement de l'institution (étude des coûts du crime, étude du traitement pénal de la criminalité d'affaire, construction de la catégorie de viols collectifs) et de son image dans la société (étude des représentations sociales du système

de justice criminelle). Mais au delà d'intitulés assez partagés dans le champ criminologique du moment, le SEPC va en réalité y prendre une position critique. En 1973, Ph. Robert publie dans *l'Année sociologique* (où il a succédé à André Davidovitch) un texte présentant son bilan de la décennie précédente et le programme de recherche de son centre. Il annonce la crise de la « criminologie du passage à l'acte », c'est-à-dire des théories étiologiques. D'abord, ces recherches bio-psychologiques reposent sur des échantillons non représentatifs de la criminalité. La population carcérale résulte d'un processus de tri ultra-sélectif. Ensuite, Robert introduit la théorie de l'étiquetage en indiquant que le processus qui voit l'individu passer de la délinquance occasionnelle à la délinquance régulière « découle d'une stigmatisation de la réaction sociale intervenant quand l'audience classifie comme déviant celui qui s'est contenté en premier lieu de poser un acte déviant ». La criminologie peut donc de ce point de vue devenir une « science des mécanismes sociaux de rejet ». L'analyse du système pénal en sera l'élément central. Robert tente alors de fonder un programme de recherche en ce sens, à partir de deux questions : comment la société crée-t-elle les normes et comment les sanctionne-t-elle ? À côté des champs empiriques traditionnels qu'étaient l'analyse des données pénales et l'étude des représentations sociales de la justice, les chercheurs du SEPC vont progressivement développer des recherches sur les mécanismes de renvois vers le judiciaire (par la police et par d'autres organisations publiques ou privées) et l'étude de la genèse des normes pénales (sociologie législative historique).

Les développements de la recherche sociologique dans les années 1980-1990

[Retour à la table des matières](#)

On présentera ici simplement quelques grandes tendances sur l'évolution de l'activité institutionnelle et sur celle de la production scientifique, sachant que chacun des secteurs évoqués trouvera dans ce volume une contribution spécifique le détaillant.

L'évolution du contexte institutionnel

[Retour à la table des matières](#)

Le changement de gouvernement qui survient en mai 1981 est aussi l'occasion d'une refonte de l'organisation de la recherche qui était en projet depuis plusieurs années au ministère de la Justice. Il en résulte la disparition du CNERP et du SCR, ainsi que la signature, en 1983, d'une convention entre la Chancellerie et le CNRS. Seuls subsistent le CFR-ES et le SEPC. Le premier prend le nouveau nom de Centre de recherches interdisciplinaires de Vaucresson (CRIV), le second celui de Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Ce dernier a cependant un lien avec le CNRS plus ancien donc plus solide. En outre, le CESDIP est le principal bénéficiaire de la réaffectation du personnel de l'ex-CNERP, ce qui lui permettra de faire des questions pénitentiaires un nouvel axe de son activité. La situation est nettement moins favorable au CRIV qui est confronté à une crise structurelle dont il ne sortira pas.

Dans le même temps, les petites structures de sociologie criminelle développées dans les années soixante (*cf. supra*) ne se sont jamais développées. Celles qui sont apparues hors de Paris depuis n'ont pas dépassé la dimension locale (par exemple à l'Université de Besançon, sous la conduite de J.-M. Bessette). Et la plupart des chercheurs concernés par le champ mais rattachés à d'autres centres de recherches s'y trouvaient plutôt isolés (par exemple G. Mauger et C. Fossé-Poliak au Centre d'Études des Mouvements Sociaux, de même que J.-C. Lagrée au Centre d'ethnologie sociale et de psychosociologie). De sorte que le CESDIP apparaît au milieu des années quatre-vingt comme le principal centre français de recherches en sociologie criminelle. Il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour voir ce domaine apparaître en bonne place dans d'autres laboratoires du CNRS (comme le GRASS à Paris).

Les grands secteurs de la recherche à partir des années 1980

[Retour à la table des matières](#)

Malgré la crise du centre de Vaucresson, le développement des recherches sociologiques amène plusieurs auteurs à réinvestir la problématique de la délinquance juvénile dans le cadre de travaux portant plus largement sur la jeunesse des milieux populaires. C'est le cas de Mauger et Lagrée qui organisent à partir de 1982 le réseau « Jeunesses et Sociétés ». C'est aussi le cas de plusieurs chercheurs issus de la mouvance d'Alain Touraine et qui travailleront sur l'action collective dans les quartiers populaires, l'un d'entre eux (F. Dubet) étudiant plus spécifiquement les phénomènes de délinquance juvénile (de son côté, M. Wievorka investira le domaine du terrorisme). À l'écart de ces courants théoriques et de ces réseaux, C. Bachmann défrichera aussi les nouvelles cultures populaires apparaissant notamment chez les jeunes des quartiers de relégation, et en viendra peu à peu à s'intéresser à la délinquance et aux « émeutes urbaines ». Reste que les années 1980 enregistrent plutôt un désinvestissement de ce secteur traditionnel, ainsi qu'une dispersion des chercheurs et de leurs outils conceptuels. Inversement, dans un contexte remplaçant la question de la délinquance juvénile au centre de l'agenda politico-médiatique et de la demande institutionnelle (notamment à travers la catégorie non scientifique de « violences urbaines » et, plus largement, des « problèmes des banlieues »), la production savante va beaucoup augmenter dans la seconde moitié des années 1990. Les incitations institutionnelles en la matière viendront surtout du ministère de la Ville.

Cette dernière décennie enregistre également le fort développement de deux domaines de recherches, sous l'incitation constante d'organismes ministériels. Les recherches sur la police sont très stimulées depuis la création en 1991 de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Un chercheur du CNRS, D. Monjardet, y a joué un rôle important. Il avait défini au début des années quatre-vingt le programme d'une sociologie de la police envisagée à la fois comme « organisation et bu-

reaucratie, profession et corporation, instrumentalité et politisation ». Les recherches sur les drogues ont été également suscitées par une forte demande institutionnelle motivée par l'extension des consommations de drogue ainsi que le développement de la maladie du sida. Une structure interministérielle de lutte contre les toxicomanies (MILTD) se met en place à partir de 1982. En 1993, est créé l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Cette incitation permettra aux chercheurs impliqués, sous l'impulsion notamment d'A. Erhenberg, de s'autonomiser progressivement jusqu'à créer un nouveau laboratoire.

Enfin, à côté de ces trois pôles, on assiste à une forte diversification des domaines de recherches : études sur la prison (population carcérale, relations entre les mouvements de cette population et les contextes économiques, suivi pénal et social des cohortes, histoire des établissements pénitentiaires et des conditions de vie des détenus, formation, les attitudes et les comportements dans la vie quotidienne des acteurs de la vie carcérale, détention provisoire), études des victimes (notamment dans la perspective d'analyser leurs réactions face à la victimation), études des processus de renvoi et de traitement par la police et la justice dans les contentieux de masse (la route, les stupéfiants), études sur le sentiment d'insécurité. D'autres domaines importants de la sociologie du crime demeurent toutefois sous-développés en France, notamment celui des processus de décision de justice (*sentencing*) et celui des délinquances des élites (corruption, délinquance d'affaires).

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

HEILBRON J. (1991), «Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'Études Sociologiques», *Revue française de sociologie*, n°3, pp. 365-379.

MARCEL J.-C. (1997), *Les avatars de l'héritage durkheimien*, Thèse de l'Université de Paris I.

MARCEL J.-C. (1999), «Maurice Halbwachs à Chicago ou les ambiguïtés d'un rationalisme durkheimien», *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°1, pp. 47-67.

MUCCHIELLI L. (1994), «Naissance et déclin de la sociologie criminelle (1890-1940)», in MUCCHIELLI L. (dir.), *Histoire de la criminologie française*, l'Harmattan, Paris, pp. 287-312.

MUCCHIELLI L. (1997a), *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, La Découverte, Paris.

MUCCHIELLI L. (1997b), «Une sociologie militante du contrôle social. Naissance du projet et formation de l'équipe francophone «Déviance et société», des origines au milieu des années quatre-vingt», *Déviance et société*, n°1, pp. 7-45.

SOUBIRAN-PAILLET F. (2000), «Juristes et sociologues français d'après-guerre : une rencontre sans lendemain», *Genèses*, n° 41, pp. 125-142.

TRÉANTON, J. R. (1991), «Les premières années du Centre d'Études Sociologiques», *Revue française de sociologie*, n°3, pp. 381-404.